

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/NGBT/W/3/Add.31**

18 octobre 1995

(95-3176)

---

**Groupe de négociation sur les  
télécommunications de base**

Original: anglais

## COMMUNICATION DU BRESIL

### Réponse au questionnaire sur les télécommunications de base

La communication ci-jointe est distribuée aux membres du Groupe de négociation sur les télécommunications de base à la demande du Brésil

#### Observations générales:

- 1) Les réponses au questionnaire susmentionné sont fondées sur les textes réglementaires en vigueur relatifs aux télécommunications. Néanmoins, compte tenu du récent amendement constitutionnel qui donne aux entreprises privées la possibilité de fournir des services de télécommunication de base publics, ces textes pourraient être remaniés sur la base d'une nouvelle loi sur les télécommunications, que le Congrès national doit examiner en 1996.
- 2) L'on a cru comprendre que ce questionnaire ne s'appliquait pas aux services de radiodiffusion.

## PARTIE I

### Définitions et structure du marché

#### Définitions

1. La réglementation en vigueur au Brésil ne définit pas formellement le concept de télécommunication de base. Le concept équivalent est celui qui concerne l'exploitation de services de télécommunication et englobe l'exécution du service de transmission ainsi que la mise en place et l'exploitation du réseau correspondant, tout comme dans la définition de l'AGCS. Tout ce qui ne concerne pas la transmission de signaux de télécommunication n'est pas considéré comme relevant des télécommunications de base.

2. Non (voir la réponse à la question 1).

3. Non.

#### Structure du marché

4. Les services de télécommunication de base publics sont exploités en régime de monopole par des entreprises d'Etat d'envergure régionale et par une entreprise nationale responsable des liaisons entre les régions et des télécommunications internationales, qui sont toutes des filiales d'une holding d'Etat. Le groupe formé par ces entreprises est connu sous le nom de Sistema TELEBRÁS. Les services de télécommunication de base publics sont considérés comme étant ceux qui sont destinés au public en général, lequel peut notamment les utiliser pour correspondre. Les entreprises d'Etat sont celles dans lesquelles les pouvoirs publics détiennent la majorité des actions avec droit de vote.

5. Voir la réponse donnée sous 4.

6. La participation étrangère au capital est autorisée jusqu'à concurrence d'une limite de 49 pour cent des actions avec droit de vote. Dans le cas de la holding TELEBRÁS, les actions détenues par des étrangers représentent 14 pour cent du capital total.

7. a) Les télécommunications de base, exception faite pour les télécommunications de base publiques, quelle que soit la forme de transmission (voie, données, télécopie, télex, etc.) ou les moyens de transmission utilisés (fibre optique, radio, satellite, etc.), ne sont pas réservées à des monopoles. Les services téléphoniques mobiles ne sont pas considérés comme des services de télécommunication de base publics et ne sont donc pas réservés à des monopoles.

7. b) L'on n'y a pas encore eu recours, mais rien n'empêche juridiquement ce type de participation étrangère, pour autant que le service continue d'être fourni au nom et sous la responsabilité de l'entreprise monopolistique. Le choix de ce type d'arrangement est une décision de caractère commercial.

8. Le Brésil est partie aux accords de coopération internationale relatifs à l'interconnexion des services et réseaux de télécommunication de base publics, comme par exemple ceux qui concernent l'UIT, INTELSAT et INMARSAT.

## PARTIE II

### Concurrence

#### Sous-secteurs

- i) Voir les réponses données sous les points 4 à 7 a) de la Partie I. En ce qui concerne la participation étrangère, il n'en est pas fait état dans la législation en vigueur.
- ii) En ce qui concerne la fourniture de services de transmission, le fournisseur doit être une entreprise établie dans le pays, mais l'utilisation de cartes téléphoniques est acceptée, en vertu d'un accord passé avec les entreprises concernées (consommation à l'étranger).
- iii) Les services de télécommunication de base publics ne peuvent être fournis que par Sistema TELEBRÁS. Dans le cas d'autres services de télécommunication de base, les seules restrictions sont d'ordre technique (fréquences disponibles, par exemple); les fournisseurs doivent cependant être des entreprises brésiliennes (créées conformément à la législation brésilienne et dont le siège et les organes de gestion sont installés dans le pays - rien n'est prescrit en ce qui concerne l'origine du capital de ces entreprises).
- iv) Dans les secteurs ouverts à la participation de sociétés privées, il n'y a pas de traitement différent, conformément au point iii).
- v) Une licence est exigée pour tout service de transmission. Elle sera octroyée à la suite d'un processus de sélection plus ou moins exigeant en matière de capacité technique ou financière, selon que seront incluses ou non des limites quant au nombre de fournisseurs. Peuvent également être pris en considération à cet égard des critères d'appréciation fondés sur les tarifs proposés pour la fourniture du service en question et sur le prix à payer pour la licence.

#### Catégories

- 1. Les services locaux sont ceux qui sont fournis dans les régions urbaines et suburbaines, alors que les services à longue distance sont ceux qui assurent l'interconnexion entre ces régions.
- 2. Le traitement réglementaire n'établit des distinctions qu'en fonction du statut des télécommunications de base (services publics ou non publics) et non pas du champ couvert par le service fourni (services nationaux ou internationaux).

#### Systèmes à courants porteurs/systèmes hertziens

Le traitement réglementaire n'est fonction que du statut des services de télécommunication de base (publics ou non publics), indépendamment des moyens utilisés (radio, courants porteurs, fibres, etc.), exception faite de l'allocation de gammes de fréquences, qui est déterminée antérieurement selon la destination du service.

#### Revente

- 3. La revente, au plan international, de capacités de circuits loués privés ou de capacités vocales à commutation n'est pas autorisée, sauf s'il s'agit de circuits destinés à faire partie de réseaux de services d'un tiers titulaire d'une licence.
- 4. Même chose que pour le point 3.

### Installations

5. Les titulaires de licences peuvent construire et exploiter leur propre réseau ou charger (sous-traitance) des tiers (y compris des consortiums) de le faire.

### Services publics/non publics

6. Oui. Seules les entreprises d'Etat peuvent fournir des services de télécommunication de base publics à commutation; cette restriction ne s'applique pas dans le cas des services de télécommunication de base non publics.

7. La question n'est pas claire. Si l'expression "fournir au public en général" signifie qu'il y a obligation de fournir le service en question à tous ceux qui le demandent, tous les services de télécommunication de base non destinés à des groupes d'utilisateurs restreints sont alors compris ici.

8. Par définition, aucun type de service de télécommunication de base destiné à des groupes d'utilisateurs restreints ne peut être élargi au public en général (dans l'hypothèse où l'interprétation du point 7 est correcte).

9. Ces obligations ne sont pas clairement établies, car les services de télécommunication de base publics sont fournis par des entreprises d'Etat. Néanmoins, ces entreprises sont tenues de respecter des directives générales des pouvoirs publics, notamment des obligations du type de celles des exploitants de réseaux.

10. Il n'y a pas de restriction, à condition que le fournisseur soit titulaire d'une licence.

11. Oui. Ce type d'exploitation est réservé aux fournisseurs de services de télécommunication vocale de base publics.

## PARTIE III

### Questions réglementaires

#### Rapports entre les fonctions réglementaires et opérationnelles

1. Oui, sauf pour ce qui est de l'application des normes.

2. Oui.

3. La responsabilité en la matière est assumée au niveau fédéral (national); la réglementation concernant les télécommunications de base est de la compétence exclusive du gouvernement fédéral (Ministère des communications, et Ministère des communications en accord avec le Ministère des finances pour les questions relatives à la tarification). Les fournisseurs peuvent s'adresser au Ministère des communications pour résoudre les questions qui se posent à eux ou pour demander, par voie de recours administratif, de revenir sur une décision.

#### Allotissement ou assignation des fréquences

4. Les procédures sont fondées sur des recommandations de l'UIT et sont fonction du type de télécommunication de base auquel les fréquences sont destinées (services publics, groupes d'utilisateurs

restreints, etc.); il faut en outre présenter un projet technique prouvant l'absence d'interférences qui pourraient être préjudiciables à d'autres services.

5. Seules des entreprises brésiliennes peuvent demander que des fréquences leur soient assignées.

#### Codes de numérotage et d'identification

6. Les codes de numérotage et d'identification sont attribués par TELEBRÁS, mandaté par le Ministère des communications.

7. Seules des entreprises brésiliennes peuvent fournir des services de télécommunication de base dans le pays.

#### Normes, homologation et raccordement des équipements

8. Les normes relatives à la fourniture de services de télécommunication de base et aux spécifications techniques pour les équipements terminaux et le matériel radio sont facultatives et tiennent compte de normes recommandées par des organes internationaux.

9. Le public est régulièrement consulté avant l'adoption d'une norme quelle qu'elle soit. Toute partie intéressée (à l'exclusion des étrangers) peut formuler des suggestions dans le cadre de ces consultations. Le secteur privé ne participe pas à l'élaboration de normes, mais peut présenter à tout moment des propositions qu'il juge pertinentes.

10. Tous les terminaux qui sont raccordés aux réseaux de télécommunication, notamment les téléphones, les appareils de télécopie et les téléphones mobiles, ainsi que tous les équipements utilisant des fréquences radioélectriques doivent être homologués. L'autocertification n'est pas autorisée, mais l'homologation peut être accordée après examen de documents que les demandeurs ont établis et qui contiennent des données correspondant aux mesures effectuées par eux. Il n'y a pas d'accords gouvernementaux de reconnaissance mutuelle, mais on pourra prendre en considération, cas par cas, une certification étrangère. Les équipements produits à l'étranger sont traités de la même manière que ceux qui sont fabriqués dans le pays.

11. Le raccordement de l'équipement terminal au réseau est libre, à condition que l'équipement ait été certifié au préalable.

12. Oui.

13. Oui.

#### Interconnexion

14. C'est le Ministère des communications qui réglemente l'interconnexion, afin que les fournisseurs de services bénéficient de conditions de concurrence équitables. Pour chaque cas particulier, les règles correspondantes sont appliquées.

15. Les réseaux de télécommunication de base publics doivent accepter le raccordement à d'autres réseaux, pour autant que les conditions fixées dans les règles respectives soient respectées.

16. Oui, mais en un seul point du réseau.

17. Les règles concernant la tarification des interconnexions entre différents réseaux de télécommunication de base sont établies cas par cas, compte tenu des coûts de la fourniture du service et des taux de rémunération. Des rapports sur le calcul des taxes d'interconnexion doivent être présentés au Ministère des communications pour analyse, approbation et publication; des conditions similaires s'appliquent de manière uniforme à tous les fournisseurs.

Mesures de sauvegarde contre les pratiques anticoncurrentielles

18. Sans objet, le marché étant essentiellement monopolistique.

19. Voir la réponse à la question 18.

20. Il n'y pas de politique antitrust spécifique pour les télécommunications. La question est traitée globalement dans le cadre de la législation sur l'abus de position dominante. Pour les fusions et les acquisitions il y a lieu de se conformer aux prescriptions de cette législation.

21. Non.

Mesures en rapport avec la tarification

22. Dans le cas des services de télécommunication de base publics, le gouvernement fixe les prix directement. Pour le service cellulaire mobile, le gouvernement doit approuver la proposition de prix présentée par le fournisseur du service. Dans le cas d'autres services, le prix est déterminé par le fournisseur lui-même.

23. Les demandes de révision des tarifs sont soumises au Ministère des télécommunications par TELEBRÁS aux fins d'analyse et d'approbation; les prix sont ensuite communiqués officiellement par le biais des instruments adéquats.

24. En aucun cas ne peuvent être appliqués, sur le plan national, des tarifs ou des rabais discriminatoires. Sur le plan international, les taxes de répartition sont établies par voie d'accords bilatéraux, sans aucun type de condition préalable.

25. Non. Chaque fournisseur ne participe qu'aux négociations concernant les tarifs de ses propres services.

26. La Loi n° 4117/62 (Code brésilien concernant les télécommunications) dispose, en son article 101, que les tarifs doivent être fixés de manière à assurer: a) la couverture des coûts; b) une rémunération équitable du capital; c) une amélioration et un renforcement des services.

27. Non.

Servitudes pour la construction d'infrastructures

28. La licence pour la fourniture de services implique automatiquement l'autorisation de construire l'infrastructure correspondante, sous réserve de l'application des normes municipales. Il n'y a pas de licence concernant uniquement l'infrastructure. Des servitudes ne sont accordées que dans le cas de services de télécommunication de base publics, lorsqu'elles sont nécessaires; elles sont garanties par des textes législatifs spécifiques.

29. Sans objet, car des services de télécommunication de base ne peuvent être fournis que par des entreprises brésiliennes.

Nouveaux services de télécommunication

30. Avant d'être approuvée, la réglementation est soumise au public pour consultation. Occasionnellement et uniquement à titre expérimental, un service peut être offert sans que la réglementation correspondante ait été approuvée.

31. Le Ministère des communications, en se fondant sur les définitions de la réglementation générale figurant dans le Code brésilien concernant les télécommunications, lorsque la réglementation correspondant au nouveau service est établie.